

1^e COURRIER Départemental

Le mensuel de la CGT du 69

N° 4 - mai 2024



N° Special - Lutte contre les idées de l'extrême droite



***Agissons ensemble
contre le racisme,
les discriminations,
pour nos droits
et la justice sociale***

Edito

**21 avril 2002, élections présidentielles,
Jacques Chirac 19,88%, Jean marie LEPEN 16,86% de voix.**

La campagne de l'extrême droite, était basée sur l'insécurité, sous-entendu les immigrés. Beaucoup de citoyens n'y croyaient pas...et pourtant. La réalité était là, le parti de l'intolérance prenait plus de place dans le décor politique français. Même avec un sursaut citoyen entre les deux tours, avec des manifestations inédites par le nombre, plus de 50.000 manifestants à Lyon, pour éviter LEPEN président de la République. Nous ne voulons pas revivre ça !

Et pourtant, en 20 ans l'ascension du parti de l'extrême droite est fulgurante et dangereuse. Comment un parti politique qui se dit proche des travailleurs, qui a un programme uniquement fait sur le rejet de l'autre, qui est contre le partage des richesses, qui vote toutes les lois qui pourraient améliorer le quotidien des salarié-es de notre pays, peut-il recueillir leurs voix ? Par exemple, sur proposition d'autres député-es demandant l'augmentation du smic, ils votent : CONTRE, l'augmentation des pensions : CONTRE, le retour de l'impôt sur la fortune : CONTRE, la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité : CONTRE. Pour ne citer que ceux-là. Sans oublier le mouvement associatif qui a du mal à vivre là où les mairies sont passées à l'extrême droite. Comment le RN et aussi « reconquête » peuvent-ils tromper un nombre conséquent de travailleuses et travailleurs ?

**Il nous faut argumenter pour convaincre que chaque voix comptera
pour faire barrage à la haine et à la honte.**

Jacques AUFFEVES

Membre de la CE de l'UD CGT 69

IMPORTANT

COMITÉ GÉNÉRAL DE L'UD CGT 69

MARDI 11 JUIN 2024 DE 8H30 À 16H00

BOURSE DU TRAVAIL - SALLE LOUIS VIANNET LYON 3^{ème}

Pensez à vous inscrire en envoyant votre fiche d'inscription ..

Sommaire

PAGE 2 : Edito

PAGE 3 : Paix

PAGE 4 : Les votes du RN

PAGE 5 : Formation

PAGE 6 : Publication de la CGT

PAGE 7 - 8 : IHS et Hommage

PAGE 9 : Elections européennes

PAGE 10 : Stratégie culturelle de l'extrême droite

PAGE 11 - 12 : Le collectif régional

PAGE 14 : International

**le COURRIER
DÉPARTEMENTAL**

Union Départementale CGT du Rhône et de la Métropole de Lyon

215 cours Lafayette 69006 Lyon Tél. : 04 72 75 53 53 - Fax : 04 72 75 53 59 - Email : ud69@cgt.fr

Directeur de publication : Jacky ABADA - Mise en page : Collectif Communication de l'UD CGT 69

n° CPPAP : n° 0919S07039 - ISSN : 1266-1465 -

LA CGT SUR LA TOILE

Site de l'UD CGT 69

<https://ud69.reference-syndicale.fr/>

Site du CR CGT AURA

<https://www.cgt-aura.org/>

Site de la CGT

<https://www.cgt.fr/>

Site de la NVO

<https://nvo.fr/>

Suivez nous sur Facebook : Ud Cgt du Rhône

PAIX :

COMBATTRE SYNDICALEMENT LES IDÉES D'EXTRÊME DROITE

Pour la CGT, il ne peut y avoir de progrès social sans Paix et il ne peut y avoir de paix avec l'extrême droite !

Ainsi, les repères revendicatifs proposent le droit pour tout être humain à la paix et à la sécurité. La paix n'est pas seulement l'absence de guerre, mais le principe de rapports humains fondés sur la libre coopération de tous pour le bien commun. Une paix durable est une condition préalable à l'exercice de tous les droits et devoirs de l'être humain.

À l'urgence sociale, à la crise climatique, aux multiples guerres sur la planète, s'ajoute à présent le risque d'un basculement d'une gouvernance par l'extrême droite...

Nous voyons se développer des discours de haine, de rejet de l'autre, de stigmatisation, de discrimination...

À l'opposé, la CGT porte une histoire de luttes pour des valeurs universelles de solidarité, de fraternité, d'égalité entre les salariés, par-delà leur statut, leur origine, leur nationalité, leurs opinions philosophiques ou religieuses. Ces valeurs fondent notre rejet du racisme, de la xénophobie, de la stigmatisation des étrangers désignés comme boucs émissaires pour tous les problèmes que connaît une partie importante de la société.

Dans un monde de guerres, où le capital attise les conflits en fonction de ses intérêts, le syndicalisme CGT défend la paix et l'intérêt des travailleuses et travailleurs. Le monde tremble du fait des crises et des guerres. Le libéralisme provoque un monde de chaos. La liste des théâtres de guerres dans le monde est beaucoup trop longue.

Ce sont ces mêmes politiques qui sont à la source des conflits armés qui se multiplient dans le monde et qui attisent la haine.

États-Unis, Brésil, Inde, Allemagne, Autriche, Italie, Hongrie, Pologne, France, Grèce, Israël, Suède... aux quatre coins du monde, l'extrême droite effectue une ascension inquiétante. Elle véhicule des idées réactionnaires et mortifères car elle porte en elle le germe de la violence et de la guerre.

Chaque année, les conflits armés, autrement dit les guerres, font voler en éclats la vie de millions de personnes.

Quelles que soient les raisons de la guerre et les forces en présence, le résultat est souvent le même. Les conflits armés sont synonymes de terribles pertes humaines parmi la population civile, de

déplacements de grande ampleur, d'atteintes aux droits humains et de violations du droit international.

La paix ne doit pas rester un slogan, elle doit être notre ambition collective pour nous et les générations à venir.

C'est par la réponse aux besoins fondamentaux des peuples, à l'inverse total des intentions de l'extrême droite et unis par un même élan pour répondre aux besoins sociaux que la logique de guerre s'essoufflera.

L'aspiration des peuples à vivre ensemble en paix, dans la solidarité, la justice et la fraternité est immense.

La guerre n'est pas un accident, une irrégularité de l'histoire, c'est bien la conséquence des menées impérialistes. La guerre conduit au chaos et enfante des monstruosité.

On ne répond pas à la guerre par plus de guerre, l'histoire nous enseigne que cela conduit à plus de désastres matériels et humains.

Pour améliorer la vie des populations et la réalisation concrète des aspirations des peuples et des droits humains (économiques, sociaux, démocratiques, environnementaux, culturels et droit à la paix) en France et dans le monde, il faut que progressent partout en France et dans le Monde les idéaux de justice, de respect mutuel, de solidarité, de fraternité et d'amitié entre les peuples.

La guerre est une source de malheur, d'appauvrissement et de privations pour les peuples. L'implication de la France dans les conflits armés dans le monde, nous le payons déjà lourdement. Elle a déjà provoqué une vague inflationniste. L'armement va engloutir des milliards d'euros. Pendant ce temps, les industriels de la guerre comptent leurs bénéfices.

La guerre, c'est la haine. Il faut déjouer tout ce qui la nourrit, le capitalisme et son bras armés : l'extrême droite.

La CGT condamne les choix politiques dictés par la finance, entraînant toujours plus de violences, de haines faisant la part belle aux idées d'extrême droite.

La CGT est porteuse de propositions pour permettre à chaque citoyen de s'épanouir et de pouvoir vivre dignement avec une autre répartition des richesses.

La CGT, appelle les salarié-es, les privé-es du droit au travail et les retraité-es à se mobiliser pour dire stop à la guerre et pour la construction d'une paix durable dans le monde, et en s'opposant massivement aux idées d'extrême droite.

LUTTER CONTRE LES IDÉES D'EXTRÊME DROITE

LES VOTES DU RN :

ENNEMIS DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS !

89 députés du Rassemblement national élus aux législatives, un triste record depuis 1945...

DES VOTES TOUJOURS ANTISOCIAUX

Quasi systématiquement, et alors qu'ils revendiquent de « voter sans sectarisme, dans l'intérêt des Français », ils ont refusé toute mesure susceptible d'améliorer concrètement leur quotidien. Encore le 31 mai dernier, ils ont voté contre le gel des loyers, comme pendant l'été 2022 et les débats autour du texte gouvernemental sur le pouvoir d'achat. En un an, les troupes de Marine Le Pen ont voté contre l'augmentation du Smic, des minima sociaux, des salaires ou l'indexation salariale sur l'inflation. Contre encore le blocage des prix, la gratuité des premiers mètres cubes d'eau ou de la cantine scolaire, contre la garantie jeunes à 1 063 euros, la revalorisation des petites retraites et des fonctionnaires...

Le RN s'est, en réalité, aligné sur la politique du gouvernement, comme sur la fiscalité, en refusant

de rétablir l'ISF, de conditionner les aides aux entreprises ou de taxer les superprofits. En atteste sa seule proposition sur les salaires : inciter les entreprises à augmenter de 10 % salaires en les exonérant des cotisations patronales ! Les votes du RN sur la question sociale montrent bien sa vision du monde du travail : protéger le capital !

Le RN en quelques chiffres :

123 amendements RN adoptés en un an

Sur les 6 143 amendements déposés par le groupe RN, 123 ont été adoptés, soit 2 %.

56 % de votes RN semblables à ceux de LR

Le groupe Les Républicains (LR) est celui dont le RN est le plus proche. Tous deux ont voté la même chose dans 56 % des cas.

AU NIVEAU EUROPÉEN :

Les **9** votes qui montrent l'imposture sociale du rassemblement national

- Mise en place des salaires minimums en Europe :
LE RN VOTE CONTRE
- Encadrement de la rémunération des stagiaires :
LE RN VOTE CONTRE
- Lutte contre les inégalités salariales entre les femmes et les hommes :
LE RN VOTE CONTRE OU S'ABSTIENT !
- Revalorisation des personnels soignants :
LE RN VOTE CONTRE
- Renforcement du dialogue social dans les comités d'entreprise européens :
LE RN VOTE CONTRE
- Lutte contre les abus des multinationales :
LE RN VOTE CONTRE
- Soutien aux ménages dans le cadre de la transition écologique :
LE RN VOTE CONTRE
- Construction de l'Europe sociale :
LE RN VOTE CONTRE
- Protection des travailleurs précaires :
LE RN VOTE CONTRE

AU NIVEAU FRANÇAIS :

Les **10** votes qui montrent l'imposture sociale du rassemblement national

- Mise en place du blocage des prix :
LE RN VOTE CONTRE
- L'augmentation du SMIC à 1500 € net :
LE RN VOTE CONTRE
- Rétablissement de l'impôt sur la fortune :
LE RN VOTE CONTRE
- Indexation des salaires sur l'inflation :
LE RN VOTE CONTRE
- La gratuité des premiers m3 d'eau :
LE RN VOTE CONTRE
- Taxer les super profits :
LE RN VOTE CONTRE
- La revalorisation des pensions de retraite :
LE RN VOTE CONTRE
- Création d'un fond de 1 milliard d'€ pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles :
LE RN VOTE CONTRE
- Le gel des loyers :
LE RN VOTE CONTRE
- La réduction des droits au chômage :
LE RN VOTE POUR

FORMATION :

COMBATTRE SYNDICALEMENT LES IDÉES D'EXTRÊME DROITE



La CGT a conçu une formation pour combattre syndicalement les idées d'extrême-droite, mais pourquoi ?

Premièrement, parce que nos valeurs sont fondamentalement, diamétralement opposées aux positions d'extrême droite.

Eux prônent le renfermement, le cloisonnement et l'organisation de la société par la (les) discrimination(s).

Nous portons l'ouverture aux autres, le collectif et l'égalité. Nos statuts confédéraux nous le rappellent.

Ensuite, parce que les promoteurs des idées d'extrême droite sont, dans leurs desseins, plus que nos adversaires, nos ennemis. Ils cherchent à abattre le syndicalisme de lutte, de progrès.

Sous couvert de discours proches des aspirations de la classe des travailleurs-euses, ils détournent les réflexions vers des postures du chacun pour soi, de la mise à mal du bien commun, tels de bons chiens serviles du capitalisme le plus dur.

La CGT porte la double besogne de manière intrinsèque : améliorer les conditions de travail dans l'entreprise, le service, ... ET chercher à changer le système de notre société, mettre fin au capitalisme.

Il est donc naturel de vouloir équiper nos camarades pour combattre ces sirènes dangereuses ...

L'objectif de cette formation est que nous soyons en capacité d'identifier les courants et stratégies de l'extrême droite, d'argumenter sur le danger que représente l'extrême droite, démonter l'imposture de son soi-disant projet social. Que nous puissions déterminer des pistes d'actions avec nos syndicats contre l'implantation et le développement de l'extrême-droite, pour porter les valeurs de la CGT.

Dans le Rhône, nous proposons des modules de 2 jours, visant à nous équiper pour répondre à nos collègues, nos familles lorsqu'ils ou elles évoquent les partis d'extrême droite comme une solution envisageable, ou lorsqu'ils ou elles portent des idées nauséabondes, sans toujours toucher du doigt l'impact de leurs propos.

Selon les besoins des syndicats, nous pouvons aussi prévoir au prochain plan de formation 2025 des sessions de 1 jour, en mode journée d'étude, mais aussi des formations de 4 jours, pour les camarades qui souhaitent prendre en charge la bataille des idées sur ce thème avec leur syndicat, dans leur entreprise.

Contactez-nous sur la boîte mail : formation.syndicale@cgt69.com

LUTTER CONTRE LES IDÉES D'EXTRÊME DROITE

LES PUBLICATIONS DE LA CGT, POUR LUTTER CONTRE LES IDÉES DE L'EXTRÊME DROITE !



EXTRÊME DROITE, GAGNONS LA BATAILLE DES IDÉES!

COMMANDEZ CE NUMÉRO DÈS MAINTENANT ET OUTILLEZ VOS MILITANTS

LA VIE OUVRIÈRE #09 - PRINTEMPS 2024

BON DE COMMANDE

Prénom et nom de famille (à imprimer en lettres capitales) : _____

Adresse (à imprimer) : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Profession : _____

Je commande la Vie Ouvrière #09

1 exemplaire 2 exemplaires 3 exemplaires 4 exemplaires 5 exemplaires 6 exemplaires 7 exemplaires 8 exemplaires 9 exemplaires 10 exemplaires

Mode de règlement : Chèque Carte bancaire Virement

Prénom : _____ Nom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Profession : _____

SYNDICAT ou NOM PRENDRE : _____

ADRESSE : _____

TEL : _____ COURRIEL : _____

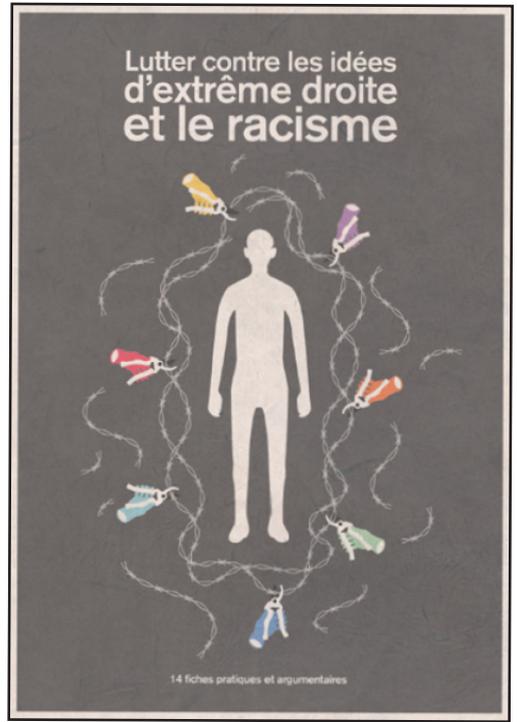
Le bon de commande doit être accompagné du règlement des livrets correspondant au nombre d'exemplaires commandés + les frais d'envoi

Établir le chèque à l'ordre de IHS CGT RHÔNE et l'adresser à :
IHS CGT RHÔNE Bourse du Travail - salle 18 -
Place Guichard 69003 LYON
Tél : 04 78 62 01 28 courriel : ihsct69@gmail.com
Site : ihsct69.org

RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE
Établissement Guille N° de guille 03 56
20041 01007 1388077028 02
RIB 2004 1010 0119 2340 7203 902
PSBFR3310
LA BANQUE POSTALE - CENTRE FINANCIER
MIRAS L'ION CROIX 45
77145 L'ION CROIX
INSTITUT CGT D'HISTOIRE
SOCIALE DU RHÔNE
BOURSE DU TRAVAIL SALLE 18
PLACE GUICHARD
69003 LYON

ABONNEZ-VOUS !
► 4 numéros par an
► Livrets pratiques
► Accès en ligne
► Newsletter

www.cgt.fr



NVO SPÉCIAL : Extrême droite, Gagnons la bataille des idées !

COMMANDE SUR :

[/https://boutique.nvo.fr/common/product-article/327](https://boutique.nvo.fr/common/product-article/327)

14 FICHES PRATIQUES ET ARGUMENTAIRES

A RETROUVER SUR :

<https://www.cgt.fr/lutter-contre-les-idees-dextreme-droite-et-le-racisme-14-fiches-pratiques-et-argumentaires>

La lutte de la CGT contre le fascisme 1920 - 1945

En 2024 : les héritiers du fascisme de ces années-là, aux portes du pouvoir en France ?

Souvenir du 12 février 1934

Livret réalisé par l'Institut CGT d'Histoire Sociale du Rhône
Bourse du Travail - Place Guichard - 69003 Lyon
Tél : 04 78 62 01 28
Courriel : ihsct69@gmail.com
Site internet : ihsct69.org

ihs INSTITUT CGT D'HISTOIRE SOCIALE

IHS CGT RHÔNE

LA LUTTE DE LA CGT CONTRE LE FASCISME 1920-1945

En 2024 : les héritiers du fascisme de ces années-là, aux portes du pouvoir en France ?

Pourquoi ce livret maintenant ?

Dans cette période où la crise sociale se fait très lourde, se manifeste parallèlement, une inquiétante montée de l'extrême droite et du racisme.

Il nous a semblé bon de rappeler ce qu'a été la montée du fascisme dans les années 1920-1930 en Italie en Allemagne et en France.

BON DE COMMANDE

1 livret : 3€ à partir de 10 livrets : 2,5€

Frais d'envoi : 1 livret 2,50€ Jusqu'à 9 livrets : 9€ Au-dessus de 10 livrets nous consulter

Nombre d'exemplaires commandés : _____

SYNDICAT ou NOM PRENDRE : _____

ADRESSE : _____

TEL : _____ COURRIEL : _____

Le bon de commande doit être accompagné du règlement des livrets correspondant au nombre d'exemplaires commandés + les frais d'envoi

Établir le chèque à l'ordre de IHS CGT RHÔNE et l'adresser à :
IHS CGT RHÔNE Bourse du Travail - salle 18 -
Place Guichard 69003 LYON
Tél : 04 78 62 01 28 courriel : ihsct69@gmail.com
Site : ihsct69.org

RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE
Établissement Guille N° de guille 03 56
20041 01007 1388077028 02
RIB 2004 1010 0119 2340 7203 902
PSBFR3310
LA BANQUE POSTALE - CENTRE FINANCIER
MIRAS L'ION CROIX 45
77145 L'ION CROIX
INSTITUT CGT D'HISTOIRE SOCIALE DU RHÔNE
BOURSE DU TRAVAIL SALLE 18
PLACE GUICHARD
69003 LYON

au racisme

Extrême droite : l'imposture sociale!

à l'antisémitisme

cgt

LIVRET IHS : La lutte de la CGT contre le facisme 1920 - 1945

POUR COMMANDER :

Remplissez un bon de commande (modèle ci dessus) accompagné de votre règlement

DÉCRYPTAGE

A RETROUVER SUR :

<https://www.cgt.fr/actualites/decryptage-extreme-droite/10-points-sur-lesquels-lextreme-droite-releve-de-limposture-sociale>

Institut d'Histoire Sociale

LE VRAI VISAGE DE L'EXTREME DROITE

Deux périodes de l'histoire de France montrent le vrai visage de l'extrême droite.

En février 1934, les ligues d'extrême droite tentent de prendre le pouvoir par la force.

De 1940 à 1944, c'est l'extrême droite qui gouverne la France grâce au soutien du régime nazi.

LES EVENEMENTS DE FEVRIER 1934

En Italie **au début des années 1920** et en Allemagne **depuis 1933**, les régimes fascistes se développent en Europe. En France, surfant sur « l'affaire Stavisky » les ligues d'extrême droite pensent que la période est propice pour accéder de manière violente et non démocratique au pouvoir.

Le 6 février 1934, jour de l'investiture d'un nouveau gouvernement Daladier, les ligues d'extrême droite et d'anciens combattants de la **guerre 1914-1918** appellent à manifester. Cette manifestation antiparlementaire est dirigée contre la chambre des députés. Il y a une tentative de prendre le Palais Bourbon qui se soldera par un échec.

Les forces politiques de gauche (SFIO et parti communiste) et syndicales (CGT et CGT-U) réagissent.

Le 9 février, un rassemblement à l'appel du parti communiste et de la CGT-U est organisé à Paris.

La CGT lance un appel à la grève générale et organise une manifestation le 12 février avec le soutien de la SFIO. La CGT-U rejoint cet appel avec le parti communiste. Un mouvement d'unité puissant amène les deux cortèges à se rejoindre.

Cette journée est le prélude aux événements de 1936 : réunification de la CGT, victoire politique du Front Populaire, grèves et avancées sociales de juin 1936.

QUELQUES DATES CLÉS DE LA FRANCE DE VICHY

Le 16 juin 1940, Philippe Pétain est élu président du Conseil de la III^{ème} République avant de devenir chef de l'État français (régime de Vichy), Pétain prône l'armistice.

22 juin 1940, Pétain, Président du Conseil, signe un armistice avec l'Allemagne. La France est coupée en deux avec au Nord et à l'Ouest la zone occupée par les Allemands et au Sud, la zone libre. Une ligne

de démarcation sépare les deux parties.

2 juillet 1940, le gouvernement Pétain s'installe à Vichy

10 juillet 1940, Pétain instaure l'Etat Français. Les députés et sénateurs confèrent les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, marquant ainsi la fin de la III^{ème} République. La devise de la République « Liberté, Egalité, Fraternité » est remplacée par celle de l'Etat français « Travail, Famille, Patrie ». Il a le soutien des partis d'extrême droite, de la droite et du patronat qui tient sa revanche face aux avancées sociales de juin 1936.

Le 3 octobre 1940, sans avoir reçu aucune pression de la part du régime nazi, le gouvernement de Vichy promulgue une nouvelle loi sur le statut des juifs. Cette mesure est la première d'une série qui iront en s'aggravant. De nombreuses professions seront interdites aux juifs. La collaboration, présidée par Pétain, entraînera la déportation de 75 721 personnes, dont 6 012 enfants.

24 octobre 1940, poignée de main entre Pétain et Hitler qui a lieu durant l'entrevue de Montoire. Elle symbolise alors la collaboration entre l'Allemagne nazie et le régime de Vichy. Pétain et Hitler débattent ensuite dans le wagon personnel de Hitler. Dans son discours du 30 octobre, Pétain appelle les Français à la « collaboration ».

La loi du 4 octobre 1941, dite « Charte du travail », est votée par le régime de Vichy. Elle interdit la grève, la dissolution des confédérations CGT et CFTC est prononcée et le principe des syndicats uniques et obligatoires est posé.

Le 22 février 1942, le Service d'ordre légionnaire (SOL) est fondé par Joseph Darnand. Il s'agissait d'une organisation militaire du régime de Vichy. Cette armée ouvertement collaborationniste, entièrement dévouée au régime nazi, faisait jurer à ses membres de « lutter contre la démocratie et la lèpre juive ». En 1943, le SOL devient la Milice française avec toujours Joseph Darnand à sa tête. Son action, faite d'extorsions et de pillages, de tortures systémiques, d'exécutions sommaires - voire de massacres des ennemi-es désigné-es du régime de Vichy, vise les juifs, les francs maçons,

LUTTER CONTRE LES IDÉES D'EXTRÊME DROITE

les communistes et les résistants.

17 juillet 1942, plus de 13 000 juifs dont environ 4 100 enfants sont arrêtés dans la nuit en région parisienne. L'ordre vient du gouvernement de Vichy et est exécuté par René Bousquet secrétaire général de la police française. Les prisonniers sont entassés pendant plusieurs jours au Vélodrome d'Hiver, d'où le nom de cet événement. Ils sont ensuite conduits à Drancy, puis déportés à Auschwitz.

Le 16 février 1943, c'est l'institution du STO. Les systèmes de "relève" et de volontariat ne suffisant pas à satisfaire la demande allemande de main d'oeuvre, la France de Vichy fait voter une loi instaurant le Service du Travail Obligatoire. Tous les hommes de 21 à 23 ans sont ainsi envoyés en Allemagne pendant deux ans pour travailler. Mais de nombreux jeunes gens refusent d'obtempérer. Les réfractaires au STO rejoignent alors le maquis.

HOMMAGE :

MARIUS VIVIER MERLE

Le 26 mai 1944 Marius Vivier Merle était tué avenue Berthelot dans les bombardements américains, sur les gares de Lyon.

Il était résistant, syndicaliste et il a également été membre du Parti Socialiste.

Si son patronyme est bien familier, trop peu de gens connaissent la vie de Marius Vivier-Merle et ce qu'il était.

Il était secrétaire de l'Union Départementale CGT du Rhône, de 1922 au 26 mai 1944.

En 1937 a été inauguré le siège de l'Union départementale 215 cours Lafayette, alors que Marius Vivier Merle en était le secrétaire Général.

La CGT voulait montrer à M. le Maire de Lyon, que les travailleurs-euses organisés dans les syndicats CGT avaient su utiliser le terrain mis à leur disposition.

Et quelle démonstration faite à nos adversaires de classe, qui toujours représentent les travailleurs organisés au sein de notre CGT comme des gens ne rêvant que ruines et démolitions !

L'indépendance syndicale a toujours été pour Marius Vivier Merle un souci qu'il a réaffirmé tout au long de son activité syndicale.

En 1938 il est réélu secrétaire général de l'Union Départementale CGT du Rhône à l'unanimité, où il mène entre autres un combat inlassable

pour la paix, pour la défense de la journée de 8 heures, pour faire appliquer les accords de 1936, car le patronat lyonnais, fortement réactionnaire, notamment dans les branches du Bâtiment et de la Métallurgie, traîne des pieds pour appliquer les conventions collectives.



Dès la fin de 1942, où il entre dans la clandestinité, Vivier Merle va exercer une double activité.

Le 26 mai 1944, lors du bombardement des alliés visant la gare de Perrache, Vivier-Merle, porteur de documents pour la résistance, est tué, enseveli sous les décombres de la maison où il est en réunion.

Son corps englouti par les décombres, ne sera retrouvé que plusieurs jours plus tard.

Son état civil indique qu'il était sous-lieutenant des Forces françaises combattantes et porte la mention « mort pour la France ».

Résister est un combat d'actualité. Ne laissons pas se déverser la vague brune sur les valeurs humanistes d'un pays qui se revendique des lumières.

Toutes et tous ensemble, faisons vivre la solidarité, pour que vive l'égalité, pour des jours heureux, dans un monde paix ! Vive la lutte et vive la liberté.

ELECTIONS EUROPÉENNES :

LE 9 JUIN, N'ABANDONNEZ PAS L'EUROPE À L'EXTRÊME DROITE !

Salarié·es, retraité·es et privé·es d'emploi les règles européennes impactent de plus en plus votre vie et votre travail. Les directions d'entreprises et les actionnaires l'ont compris : ils s'organisent à tous les niveaux.

Les syndicats aussi, et c'est pourquoi la CGT fait partie de la Confédération Européenne des Syndicats. Ensemble, nous nous battons pour plus de protection sociale et environnementale, plus d'égalité, de partage et de solidarité.

Ce n'est pas la vision du gouvernement Macron. C'est encore moins l'action du Rassemblement National et de l'extrême droite en Europe dont les votes au Parlement trahissent le vrai projet.

Le 9 juin, chaque voix compte pour peser à la fois sur les politiques européennes et nationales qui affectent nos vies dans et en dehors du travail. Ainsi, par exemple, l'adoption d'un salaire minimum européen en 2022 est un outil de lutte contre le dumping social et les délocalisations. D'autres mesures en faveur des travailleur·ses ont été votées et tout l'enjeu de ces élections est que les gouvernements nationaux traduisent correctement ces directives progressistes.

De nouveaux droits pour les salarié·es peuvent encore être gagnés : harmonisation des salaires et de la protection sociale par le haut ; réduction du temps de travail, encadrement du télétravail...

Mais au regard des exemples ci-dessous, nous prenons conscience que l'extrême droite est le pire ennemi du monde du travail

Au Parlement européen, le RN a voté CONTRE :

- la mise en place de salaires minimums en Europe
- les politiques d'égalité entre les femmes et les hommes
- la revalorisation des personnels soignants

- la responsabilisation des multinationales
- la protection des travailleur·ses ubérisé·es
- le renforcement du dialogue social et de la démocratie.

Au pouvoir, voilà ce que fait l'extrême droite en Europe

Italie : le gouvernement Meloni facilite les embauches en CDD et supprime le revenu de citoyenneté institué en 2019 qui avait sorti un million de personnes de la pauvreté

Hongrie : Orban impose une loi de dérégulation du temps de travail qui fait exploser le nombre d'heures et de jours travaillés

Allemagne : l'AFD porte la « remigration », un projet de déportation de 2 millions de personnes étrangères ou d'origine étrangère.



Nous affirmons donc que l'extrême droite est contre la justice, la solidarité et la démocratie. Elle est l'amie de tous les patrons et l'ennemie des travailleuses.



Pour une autre Europe, la CGT se bat pour :

- placer les droits sociaux et les services publics au cœur du projet européen ;
- harmoniser par le haut les normes environnementales et sociales et la fiscalité ;
- mettre fin aux traités de libre échange pour protéger notre industrie et taxer les pays qui ne respectent pas les droits sociaux et environnementaux ;
- renforcer les pouvoirs du Parlement et des syndicats ;
- garantir la démocratie et les droits fondamentaux comme le droit à l'avortement ;
- abandonner le Pacte de stabilité et de croissance, et gagner des investissements d'avenir dans la santé, l'enseignement, la recherche et la transition environnementale notamment ;
- réviser les traités européens pour mettre fin au démantèlement de nos services publics et de nos infrastructures.

LUTTER CONTRE LES IDÉES D'EXTRÊME DROITE

LA STRATÉGIE CULTURELLE DE L'EXTRÊME DROITE : UNE MENACE POUR LES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES

STRATÉGIE CULTURELLE ET MÉTAPOLITIQUE

Dans une perspective de conquête de pouvoir, l'extrême droite développe de longue date une stratégie sociale et culturelle visant à diffuser ses thèmes favoris dans tous les secteurs de la société. Cette stratégie a été formée par des théoriciens de la « nouvelle droite » qui, à partir des années 60, ont cherché à présenter leurs théories racistes sous un masque plus fréquentable, en substituant au discours biologisant une vision « culturaliste ».

L'objectif de cette offensive « identitaire » reprend et détourne les concepts du marxiste italien Gramsci. Celui-ci avait mis en avant la nécessité pour le mouvement ouvrier, pour faire aboutir ses objectifs, d'acquiescer une « hégémonie culturelle » c'est-à-dire de rendre ses valeurs de solidarité, d'entraide dominante dans la société. Les nationalistes de la nouvelle droite, version « modernisée » de l'extrême droite, veulent eux rendre leurs valeurs racistes, xénophobes, misogynes, lgbtphobes dominantes dans la société. C'est ce qu'ils appellent la « métapolitique ».

Celle-ci consiste à investir de multiples secteurs dans lesquels ils peuvent patiemment instiller leur poison, en profitant de chaque opportunité pour diffuser leurs thématiques et les présenter comme « du bon sens ». Les clubs de sports, la culture, les forums sur les jeux vidéo, la musique, les podcasts, les réseaux sociaux, les clubs de supporters, sont investis pour porter un discours de division et détourner la question sociale vers une vision du monde raciste islamophobe et antisémite. On a ainsi pu voir des groupes d'extrême droite faire de l'entrisme dans les clubs de supporters à Lyon, tenter de recruter dans des salles d'arts martiaux ou de MMA.

UNE STRATÉGIE AU SERVICE DU PATRONAT

L'histoire l'a montré, le nationalisme pousse à la guerre, à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières. Une guerre fratricide au sein des travailleurs et travailleuses. En substituant une vision du monde complotiste, il protège le patronat et les actionnaires français en les présentant comme des « victimes innocentes ». En promouvant

le racisme, la misogynie, il éloigne les travailleurs et travailleuses de la question sociale et cimente un ordre social fondé sur les inégalités. Avec de lourdes conséquences pour les femmes et les minorités. Les militants nationalistes servent aussi de nervis du patronat, en agressant les syndicalistes.

La grande bourgeoisie a bien compris ce rôle et c'est pour ça qu'en période de crise une partie d'entre elle fait la promotion des nationalistes. C'est par exemple le cas de Bolloré qui met à disposition de toutes les nuances d'extrême droite ses chaînes de télévisions, radios, et plus largement ses médias. Le RN, Reconquête ne s'y trompent pas, et derrière le vernis social, votent des mesures qui favorisent le patronat : contre l'augmentation du SMIC, pour la suppression des cotisations sociales et donc l'assèchement des financements de la sécu...

CETTE OFFENSIVE S'APPUIE SUR LES VIDES LAISSÉS

Depuis des dizaines d'années, il y a un recul de la sociabilité ouvrière. Les lieux de vie sont de plus en plus éloignés des lieux de travail, et en leur sein, les espaces communs sont de plus en plus rares. La casse des activités sociales et culturelles collectives dans les entreprises (clubs de sports ou associations culturelles d'entreprise), remplacées par des « chèques sports » ou « chèques culture » a un objectif : briser les espaces qui peuvent permettre aux salariés de se rencontrer à l'écart du regard patronal et être source de cohésion. Ces espaces parvenaient, lorsqu'ils étaient investis par les syndicats, à créer de la sociabilité et favoriser les échanges politiques et la cristallisation d'un collectif de travail : clubs de sports d'entreprise, colonies de vacances d'entreprise sont autant de lieux de sociabilité entre travailleuses et travailleurs d'une même boîte.

Parallèlement, le secteur associatif est en difficulté du fait des coupes budgétaires, mais aussi du recul du militantisme et du bénévolat. Sur ce terreau qui favorise des logiques plus individualistes, et un recul de conscience de classe, les nationalistes proposent un « collectif » illusoire fondé sur la haine et le rejet de l'autre, à l'opposé de nos valeurs de solidarité.

Des perspectives pour reprendre la main :

Cette situation n'est pas une fatalité. La violence capitaliste est quotidienne. Pour reprendre la main face à elle et prévenir le pire que nous réserve l'extrême droite, nous pouvons développer notre propre stratégie visant à reconquérir une « hégémonie culturelle » autour de nos valeurs, d'entraide, de liberté, de solidarité de classe. En défendant et développant nos propres activités sociales et culturelles, et en préservant leur caractère collectif, en refusant de céder à l'individualisme et au replis sur soi. En recréant des lieux de sociabilité dans nos boîtes, au sein de nos UL, dans des clubs de sports

d'entreprise ou interentreprises comme l'élan syndical, en défendant l'éducation populaire dans nos espaces syndicaux comme dans les centres sociaux, culturels, ou les MJC, en combattant la présence de l'extrême droite dans le sport, notamment dans les tribunes.

Pour cela, il nous faut renforcer la communication CGT sur les réseaux sociaux, faire vivre des espaces de sociabilité et de culture populaires, renforcer nos syndicats professionnels dans le sport et la culture.

LE COLLECTIF RÉGIONAL : UN REMPART CONTRE LES IDÉES DE L'EXTREME DROITE

Ces dernières années, les différents scrutins en France et à travers le monde ont montré l'ancrage de l'extrême droite lors des élections et son poids dans la tête d'un grand nombre de citoyen-nes et de travailleur-euses.

Nous le savons, les multiples crises générées par le capitalisme ont accentué les injustices sociales favorisant ainsi la montée d'une extrême droite aux multiples facettes et toujours aussi dangereuse. Celle-ci, opportuniste, impositrice, se nourrit et se développe sur la désespérance sociale, sur les promesses non tenues, les reniements, les besoins sociaux non satisfaits, la démocratie bafouée et la promotion de politique d'austérité en France comme en Europe.

Dans un tel climat, la désignation de boucs émissaires est vite faite, amplifiée par les canaux de communications contemporains tels les réseaux sociaux mais aussi la captation de médias dits mainstream par des capitalistes réactionnaires. La manipulation, la haine, la division et la violence sont les méthodes et le programme de l'extrême droite. Nous pouvons le constater à chaque fois qu'elle arrive au pouvoir dans un pays. En effet, les droits et les libertés, y compris syndicaux, reculent.

En France, ce constat se fait au niveau local notamment avec les élu-es du RN : attaques sur les droits aux locaux syndicaux, porc obligatoire dans les cantines, explosion des budgets alloués à la sécurité, utilisation des moyens de communications locales au profit de la propagande, suppression de

subventions aux associations progressistes, suppression de locaux pour les agents des communes, amputation des budgets du CCAS, coupure de l'électricité... voici quelques exemples des politiques menées par l'extrême droite au pouvoir. Il s'agit là de mettre en place des politiques discriminatoires, un racisme institutionnalisé reposant par exemple sur la théorie complotiste du grand remplacement et la priorité nationale.

**LA CGT
COMBAT
LE F. HAINE**

Nos gouvernements successifs sont eux aussi à l'origine de ces reculs, les politiques libérales, voire illibérales, menées ces dernières années ont participé au sentiment de déclassement, d'insécurité et de repli sur soi. Ils sont également à l'origine de reculs des droits et libertés avec les différentes lois votées ces dernières années.

De par son histoire et ses valeurs, la CGT ne partage rien avec l'extrême droite, n'a aucune valeur commune que ce soit avec le RN ou Reconquête !

LUTTER CONTRE LES IDÉES D'EXTRÊME DROITE

Fort de ce que nous sommes, le Comité Régional a eu la volonté de faire de la lutte contre l'extrême droite une priorité par la création d'un collectif spécifique.

Le collectif régional de lutte contre l'extrême droite, ses idées, ses pratiques a vu le jour en 2022. Ce collectif s'est donné pour priorité d'outiller toutes et tous les camarades par la formation dans un premier temps. Ainsi, des formations 4 jours, 2 jours et journées d'études ont été déployées dans toute la région. Une équipe de formatrices et de formateurs se tient d'ailleurs à disposition de toutes les structures de la CGT dans nos 12 départements pour accompagner, épauler et déployer ces formations.

La formation syndicale est un outil certes nécessaire mais insuffisant à ce jour pour combattre la montée semblant inexorable de l'extrême droite dans toutes les sphères de la société. C'est pourquoi un groupe de travail, axé sur la communication, a été créé au sein du collectif. La première gazette antifasciste a donc pu être diffusée à l'échelle régionale au cours du premier trimestre 2024, la seconde est en cours de réalisation et paraîtra dès la rentrée de septembre.

Mais il nous faut également agir face aux attaques violentes de l'extrême droite. Une grande campagne de communication, au travers d'affiches et de stickers, est lancée dans tous les départements dans le cadre des élections européennes mais également au-delà pour démonter les impostures sociales et économiques de l'extrême droite.

Il nous faut démasquer ces imposteurs-trices en rappelant les votes des élu-es RN à l'Assemblée Nationale : ils ont voté contre l'augmentation des salaires et des pensions, contre l'indexation des salaires sur l'inflation, contre l'égalité



professionnelle entre les femmes et les hommes... rajoutons ici qu'ils votent main dans la main avec la majorité présidentielle pour les lois favorisant le recul du pouvoir d'achat et s'abstiennent pour laisser la majorité détruire les régimes pionniers en se faisant fort de ne pas l'avoir voté.

La lutte contre l'extrême droite, priorité de la Confédération réaffirmée lors du 53ème congrès, doit continuer d'être notre priorité ces prochaines années. Rappelons-le, dès que l'extrême droite arrive au pouvoir l'une de ses premières mesures est d'attaquer les syndicats dans le but de les supprimer au profit du corporatisme. Le RN tout comme Reconquête l'ont réaffirmé au cours de

la campagne présidentielle de 2022 : le RN projette de supprimer « le privilège des organisations syndicales » au premier tour des élections professionnelles quand Reconquête rêve d'un syndicalisme rassemblant patrons et salarié-es qui s'opposeraient « à la folle lutte des classes » au service de l'entreprise et

dans l'intérêt supérieur de la Nation.

Comment porter les revendications individuelles et collectives des salarié-es sans possibilité d'agir et sans moyens syndicaux ? Comment gagner en progrès social dans de telles conditions ?

L'extrême droite est un danger majeur pour nos démocraties ; comme le dit notre secrétaire générale, il est minuit moins le quart alors ne manquons pas ce dernier quart d'heure au risque de revivre les heures sombres du fascisme au pouvoir en France.





La Macif vous protège dans votre activité syndicale avec **des contrats sur mesure.**

Être syndicaliste, aujourd'hui plus que jamais,
est un engagement de tous les instants.

La Macif est à vos côtés pour soutenir
et sécuriser votre action militante.

→ **Contactez-nous : partenariat@macif.fr**



La Macif,
c'est **vous.**

LUTTER CONTRE LES IDÉES D'EXTRÊME DROITE

INTERNATIONAL :

LA RÉVOLUTION DES ŒILLETS



25 AVRIL 2024

CINQUANTIÈME ANNIVERSAIRE D'UNE RÉVOLUTION ATYPIQUE !

La Révolution des Œillets, aussi connue sous le nom de "Revolução dos Cravos" en portugais, est un événement historique marquant pour le Portugal. Elle a eu lieu le 25 avril 1974 et a entraîné la chute de la dictature de l'Estado Novo, un régime autoritaire en place depuis 1933. Voici un aperçu de cette révolution.

- L'Estado Novo était un régime dictatorial dirigé par António de Oliveira Salazar de 1933 jusqu'à sa maladie en 1968, puis par son successeur Marcelo Caetano. Le régime était caractérisé par une censure stricte, une police politique répressive (la PIDE), et une absence totale de libertés civiles et politiques.

- À partir des années 1960, le Portugal fut impliqué dans des guerres coloniales en Afrique (Angola, Mozambique, Guinée-Bissau), ce qui épuisait les ressources du pays et augmentait le mécontentement parmi la population et les militaires.

LE DÉROULEMENT DE LA RÉVOLUTION :

Un groupe de jeunes officiers de l'armée, connu sous le nom de Mouvement des Forces Armées (MFA), mécontent de la guerre coloniale et du régime, commença à conspirer pour renverser le gouvernement.

La révolution fut planifiée de manière discrète. Le signal pour le déclenchement de l'opération fut la diffusion de deux chansons à la radio : "E Depois do Adeus" de Paulo de Carvalho et "Grândola, Vila Morena" de Zeca Afonso. La diffusion de ces chansons le 24 avril au soir marqua le début des opérations militaires.

Le 25 avril 1974 : Les troupes du MFA prirent rapidement le contrôle des points stratégiques à Lisbonne. Les soldats étaient soutenus par la population civile, qui descendit dans les rues en masse. L'élément symbolique de la révolution fut la distribution de fleurs, notamment des œillets rouges, que les civils et les soldats mirent dans les canons des fusils.

LES CONSÉQUENCES IMMÉDIATES :

- Marcelo Caetano se rendit aux forces du MFA. Il fut exilé au Brésil, marquant la fin de près de cinq décennies de dictature.

- Un gouvernement provisoire fut établi, dirigé par le général António de Spínola, pour préparer le pays à des élections libres. Les mois suivant la révolution furent tumultueux, avec de nombreux changements politiques et sociaux.

- L'une des conséquences immédiates fut la rapide décolonisation des territoires africains. Les colonies portugaises accédèrent à l'indépendance, mettant fin à des siècles de domination coloniale.

ET PLUS TARD :

- La Révolution des Œillets instaura une démocratie parlementaire au Portugal. La première constitution démocratique fut adoptée en 1976.

- Le pays connut une transformation sociale et économique profonde, intégrant des réformes démocratiques et des politiques de développement Social et économique.

- Une bonne décennie plus tard le Portugal rejoignit la Communauté économique européenne

(CEE) en 1986, ce qui stimula son développement économique et son intégration dans le bloc européen.



La Révolution des Œillets est un exemple emblématique et rare de transition pacifique d'un régime autoritaire à une démocratie. Elle est célébrée chaque année au Portugal le 25 avril comme le "Jour de la Liberté". La symbolique des œillets rouges reste un puissant symbole de paix et de résistance non violente.

Dans cette période dans laquelle nous vivons où les politiques actuelles ne font que faire la place à l'extrême droite, il nous faut sans cesse se remémorer l'histoire pour ne pas l'oublier !

Certains en France tendent même à dire que l'extrême droite est le seul parti qu'on n'a jamais essayé alors que malheureusement si, avec le régime de Vichy. Et cette amnésie est quasi collective quand on voit les résultats aux élections dans plusieurs pays d'Europe. Le Portugal n'est pas épargné non plus, avec le dernier scrutin qui met le tout jeune parti « CHEGA » (« ça suffit ») en 3ème position alors que nous nous apprêtons à fêter les cinquante ans de la fin du fascisme et de la révolution des œillets !



Missions légales récurrentes

Consultation annuelle sur
la situation économique
et financière

Consultation sur la
politique sociale, les
conditions de travail et de
l'emploi

Orientations Stratégiques
de l'entreprise

Missions légales ponctuelles

Licenciement

Alerte

O P A

Concentration

Missions conventionnelles

Tenue de comptabilité

Révision des comptes

Etablissement des états
financiers

Social (Paies et déclarations
sociales)

Conseil

Assistance à la rédaction du
rapport de présentation des
comptes

60 Rue Racine
69100 VILLEURBANNE
04 78 69 17 81
www.mericassocies.com

&
58 A Rue du Dessous des Berges
75013 PARIS - 01 56 59 13 50

